



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté
Unité Départementale de la Côte-d'Or**

Arrêté préfectoral complémentaire n° 1376 du 29 AOUT 2024

portant prescriptions complémentaires
à la société Entrepôt Pétrolier de Dijon

Commune de LONGVIC (21600)

Le Préfet de la Côte-d'Or

TITRE 1 - VISAS ET CONSIDÉRANTS

- Vu** le Code de l'environnement;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 modifié relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 août 2001 autorisant la société Entrepôt Pétrolier de Dijon, à exploiter les installations de son établissement situé au 1, rue de l'Aspirant Pierrat, à Longvic (21600) et les arrêtés préfectoraux complémentaires des 3 juillet 2012 et 18 décembre 2013 ;
- Vu** l'étude de dangers révisée de décembre 2014 ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas relatif au projet d'installation de deux cuves d'éthanol du 2 février 2024 ;
- Vu** la dispense d'évaluation environnementale en date du 26 mars 2024 délivrée par l'autorité chargée de l'examen au cas par cas en application des dispositions de l'article R122-3 du Code de l'environnement ;

Vu le porter à connaissance de la société Entrepôt Pétrolier de Dijon, relatif à l'installation et l'exploitation de deux cuves aériennes de stockage d'éthanol d'octobre 2023 ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées du 8 juillet 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 23 juillet 2024 ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet d'arrêté le 13 août 2024 et le 22 août 2024 ;

CONSIDÉRANT que la société Entrepôt Pétrolier de Dijon a déposé un porter à connaissance par courrier en octobre 2023 relatif à la modification de ses installations ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a transmis les éléments de précision demandés par l'inspection des installations classées par courriel les 30 avril, 6 mai, 31 mai, 3 juin, 4 juin et 8 juillet 2024 ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste en l'ajout des deux cuves enterrées de stockage d'éthanol ;

CONSIDÉRANT que la distance de deux cuves enterrées de stockage d'éthanol et la limite du site est d'environ 50 m ;

CONSIDÉRANT que les cuves sont équipées d'un limiteur de remplissage mécanique ;

CONSIDÉRANT que les cuves et leurs accessoires sont équipés d'un détecteur de fuite avec report d'alarme dans les locaux d'exploitation ;

CONSIDÉRANT que les cuves et leurs accessoires sont équipées d'un système de télé jaugeage ;

CONSIDÉRANT que le processus de déchargement d'éthanol dans les nouvelles cuves est identique à celui pour les cuves déjà en place ;

CONSIDÉRANT que les zones d'effets des deux cuves sont assimilables à celles étudiées dans l'étude de dangers ;

CONSIDÉRANT qu'aucune augmentation de capacité en produits pétroliers n'est demandée ;

CONSIDÉRANT qu'aucun impact notable sur la consommation en eau, les rejets atmosphériques, les sols et sous-sols, le trafic routier, les déchets, ni sur la santé de la population n'a été identifié ;

CONSIDÉRANT que le projet ne modifie pas le type de phénomènes dangereux de l'étude de dangers et ne modifie pas la localisation de certains phénomènes dangereux ;

CONSIDÉRANT les propositions formulées par l'exploitant en vue de maîtriser les phénomènes dangereux des cuves et de pomperie d'éthanol ;

CONSIDÉRANT que la modification proposée n'agrandit pas le périmètre d'exposition pris en compte dans le PPRT approuvé le 6 février 2014 ;

CONSIDÉRANT que le projet n'a pas d'influence sur le zonage du PPRT ;

CONSIDÉRANT que le projet ne constitue pas une modification des risques et de leur maîtrise ;

CONSIDÉRANT que les mesures de maîtrise des risques sont identifiées dans la continuité des mesures en place actuellement ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, les modifications sont jugées notables et non substantielles ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : OBJET

Le tableau de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2001 autorisant l'exploitation des installations de la société Entrepôt Pétrolier de Dijon, situé au 1 rue de l'Aspirant Pierrat à Longvic (21600), est remplacé par le tableau ci-dessous :

Rubrique	Intitulé de la rubrique	Volumes	Classement
1434-2	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables - Installation de chargement ou de déchargement desservant un stockage de liquides inflammables	-	A
4734.2	Stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de distribution (essence, gazole et fioul)	<u>Quantité totale :</u> 43 365 m ³ soit 35 836 t dont :Essences : 6 768 t et Gazole : 29 068 t	A Seuil Haut
4331	Stockage de liquides inflammables	<u>Éthanol :</u> 316 t	E
4510	Dangers pour le milieu aquatique Danger chronique catégorie 1	<u>Additifs :</u> 5 t	NC
4511	Dangers pour le milieu aquatique Danger chronique catégorie 2	<u>Additifs :</u> 143 t	DC

ARTICLE 2 : POI

La stratégie incendie du POI reste inchangée car le projet ne consiste qu'à ajouter des stockages et des pompes au même endroit que les installations éthanol déjà existantes.
Aucun consommateur incendie n'a de ce fait été ajouté par le projet.

La mise à jour est uniquement documentaire : plan masse et plan zoomé.

ARTICLE 3 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif compétent, sis 22 rue d'Assas à DIJON (21000) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - x l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
 - x la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

ARTICLE 4 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

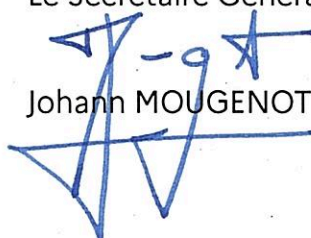
Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Le présent arrêté est notifié à la société Entrepôt Pétrolier de Dijon.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la Préfecture de la Côte-d'Or, la maire de LONGVIC et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,


Johann MOUGENOT